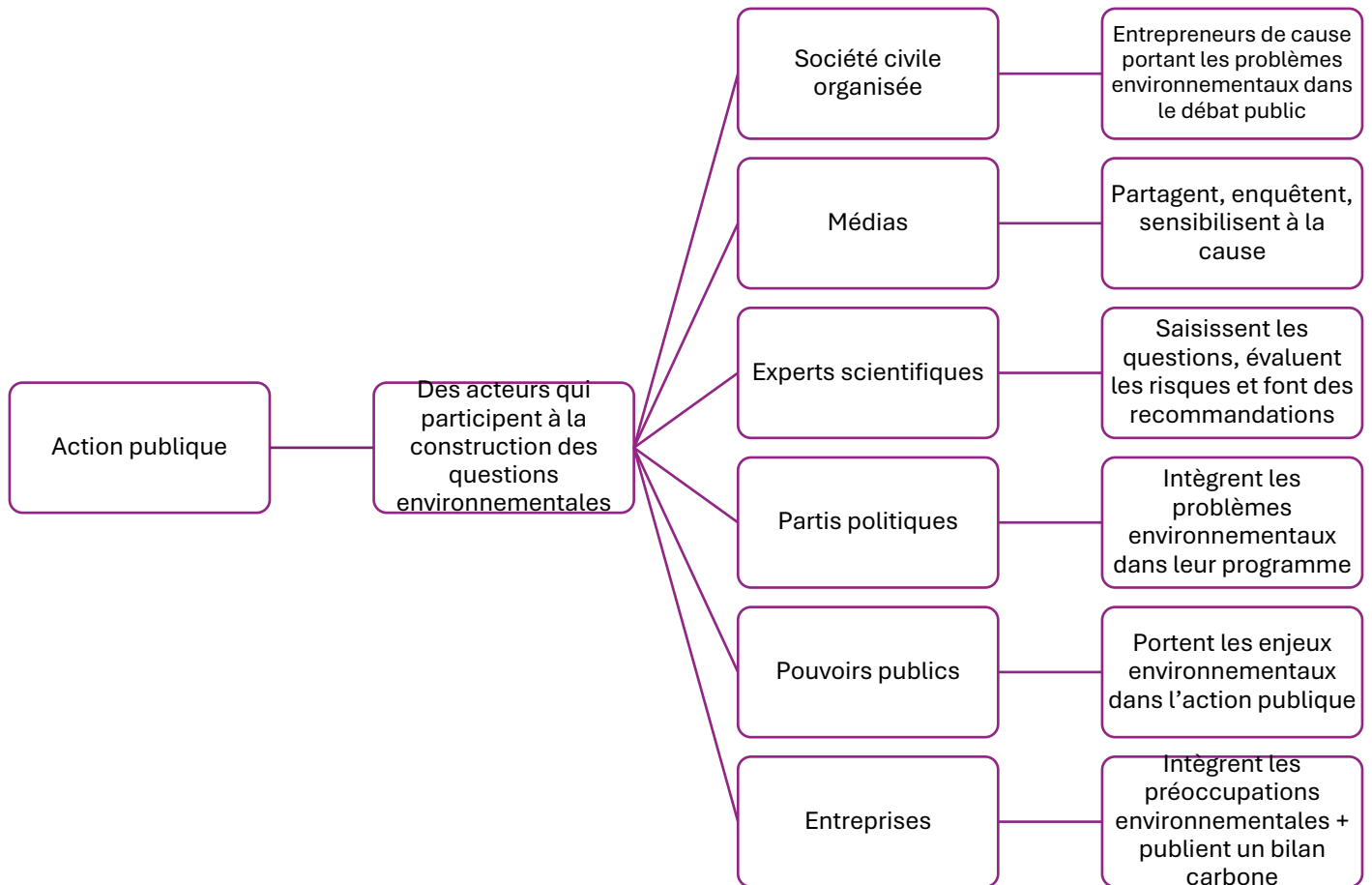
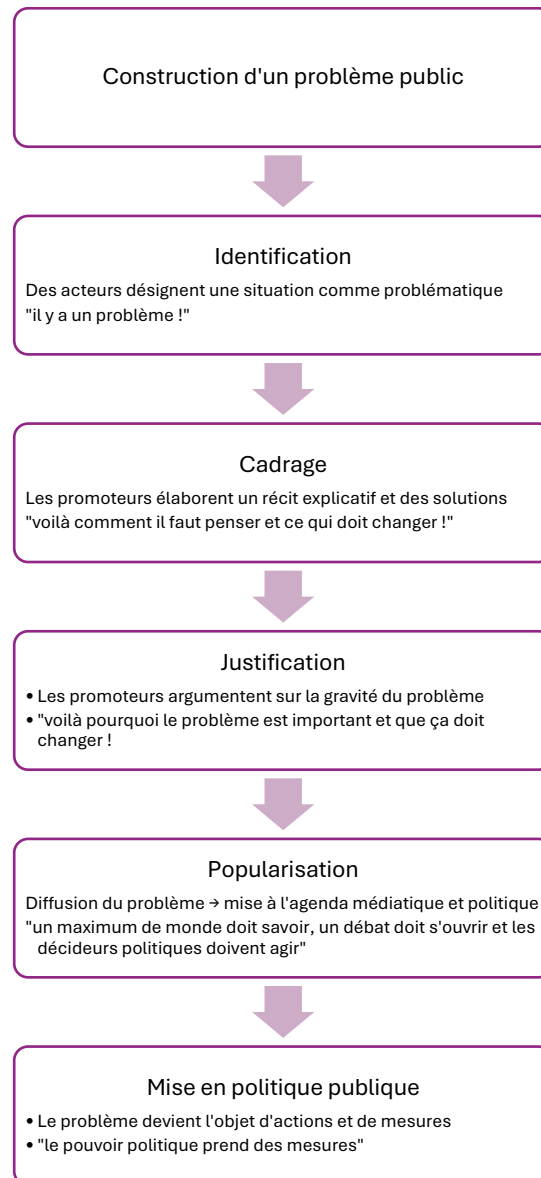


Chapitre RC2 : Quelle action publique pour l'environnement ?

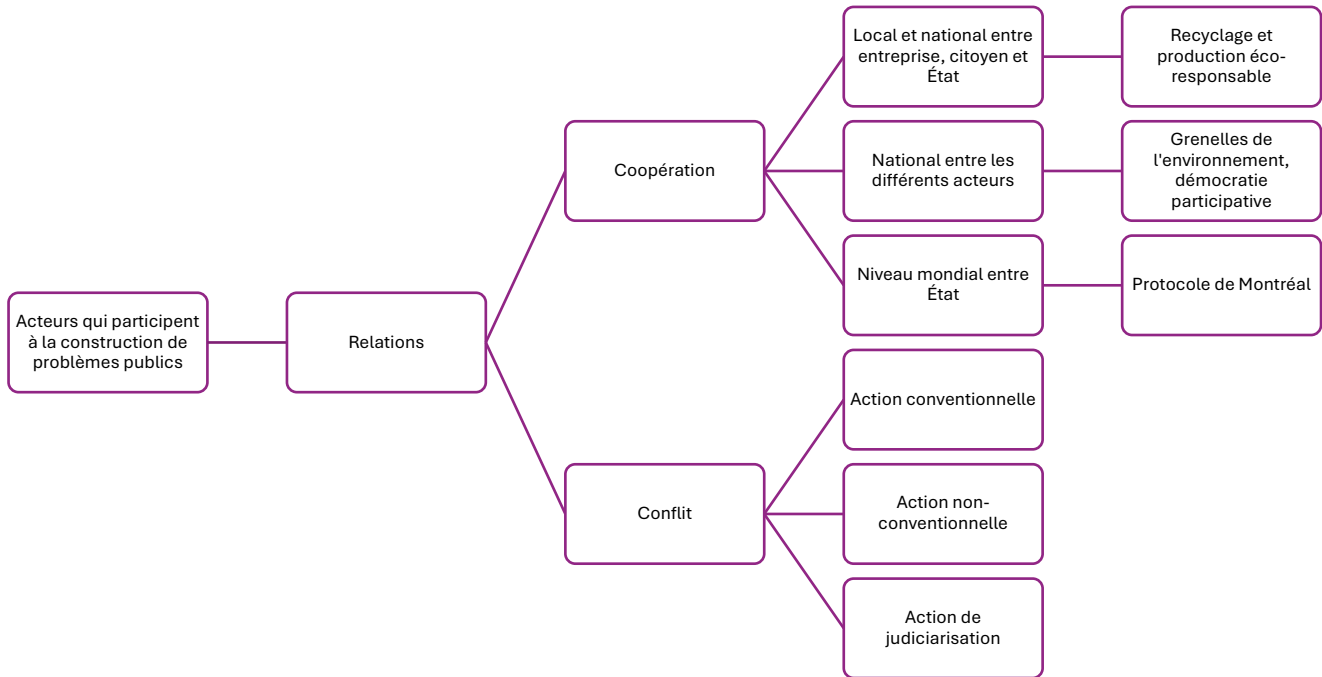
1^{er} objectif d'apprentissage : Savoir identifier les différents acteurs (pouvoirs publics, ONG, entreprises, experts, partis, mouvements citoyens) qui participent à la construction des questions environnementales comme problème public et à leur mise à l'agenda politique ; comprendre que ces acteurs entretiennent des relations de coopération et de conflit.



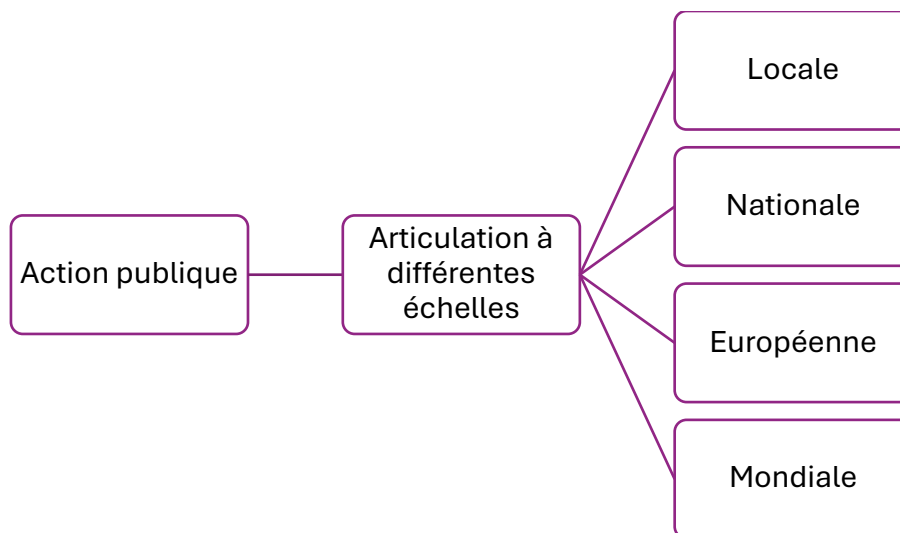
Chapitre RC2 : Quelle action publique pour l'environnement ?



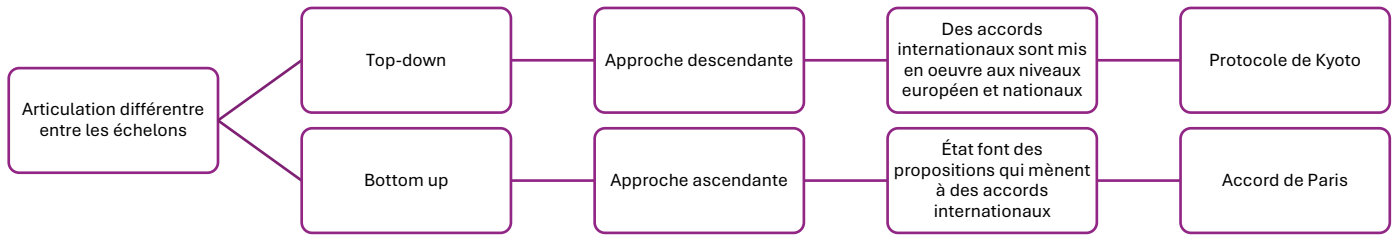
Chapitre RC2 : Quelle action publique pour l'environnement ?



2^{ème} objectif d'apprentissage : Comprendre que l'action publique pour l'environnement articule différentes échelles (locale, nationale, européenne, mondiale).

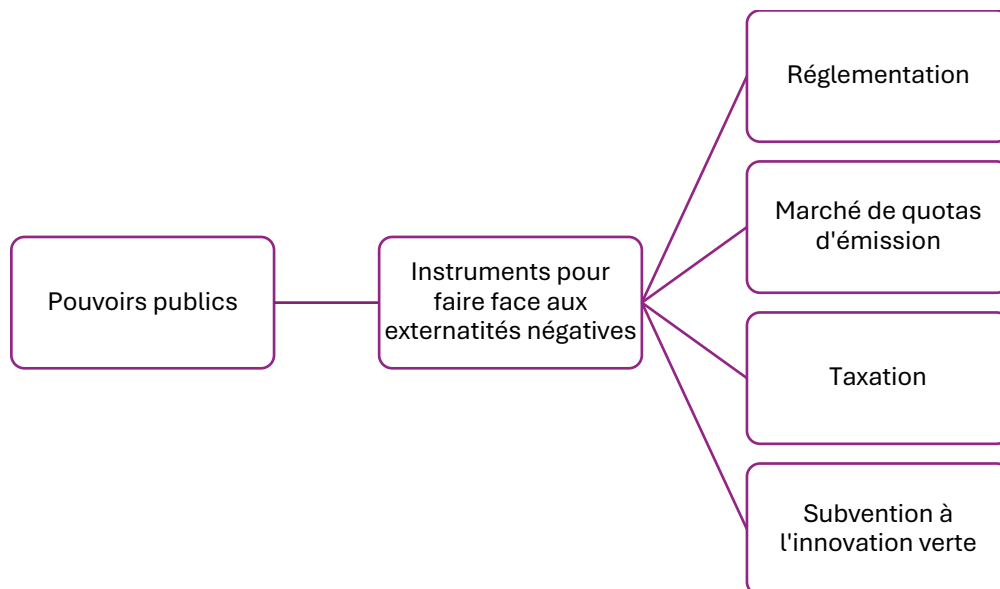


Chapitre RC2 : Quelle action publique pour l'environnement ?



3^{ème} objectif d'apprentissage : En prenant l'exemple du changement climatique :

- connaître les principaux instruments dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement : réglementation, marchés de quotas d'émission, taxation, subvention à l'innovation verte ; comprendre que ces différents instruments présentent des avantages et des limites, et que leur mise en œuvre peut se heurter à des dysfonctionnements de l'action publique ;
- comprendre qu'en présence de bien commun les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont contraints par des stratégies de passager clandestin et les inégalités de développement entre pays.



Chapitre RC2 : Quelle action publique pour l'environnement ?

	Avantages	Inconvénients
Réglementation	- Facilité et fiabilité - Présente un maximum de garantie - La contrainte incite à innover	- Risque de dumping environnemental - Fraude (scandale Dieselgate) - Injuste et inefficace - Pas un mécanisme incitatif - Effet volume / Effet rebond
Taxation	- Effet incitatif - Double dividende + souple que la réglementation - Pollueur-payeur	- Inégalité - Poids de la taxe plus important chez les faibles revenus - Risque de la taxe trop légère → effet incertain
Subvention	- Permet l'introduction de nouvelles innovations - Efforts de R&D vers les technologies vertes (que les entreprises ne feraient pas spontanément) - Encourage les comportements vertueux (investissement vert)	- Projet peuvent déboucher sur des échecs - Optimisation fiscale - Coût élevé pour les pouvoirs publics
Marché des quotas	- Réduction des émissions - Répartition efficace en fonction des coûts de dépollution de chaque entreprise - Incite à l'innovation	- Suppose que les permis soient bien répartis et distribués en quantité suffisamment faible - Surplus de permis à polluer → baisse du prix du carbone → baisse de l'incitation à moins polluer - Complexité de la mise en œuvre

			Excluabilité (accès restreint)	
			Oui	Non
			Si l'agent ne paie pas le bien, il ne peut pas l'utiliser.	Si l'agent ne paie pas le bien, il peut quand même l'utiliser.
Rivalité	oui	La consommation d'un individu réduit les quantités disponibles pour les autres.	Biens privés	Biens communs
	non	La consommation d'un individu ne réduit pas les quantités disponibles pour les autres.	Biens de club	Biens publics

Chapitre RC2 : Quelle action publique pour l'environnement ?

